
DOSSIER DE PRESSE

RAPPORT ANNUEL DE L'OBSERVATOIRE CLIMATE CHANCE

Observatoire Mondial
De l'Action Climatique Non-Étatique
1^{ère} Édition 2018



L'année écoulée aura démontré l'extrême gravité du changement climatique en cours, et le groupe intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC) aura lui souligné, dans sa communication d'octobre 2018, les efforts considérables à réaliser dans les 10 prochaines années pour atteindre l'objectif de stabilisation du réchauffement sous les 1,5 degrés.

Ce premier rapport de l'observatoire Climate Chance s'inscrit dans cette urgence de renforcer sans délai l'action pour limiter les impacts. Si les engagements se multiplient, l'évaluation du travail réalisé reste encore faible et trop sectorisée. Nous sommes convaincus que si nous ne montrons pas les réussites et difficultés des actions engagées, nous n'arriverons pas à les démultiplier, à lever les obstacles et inerties qui empêchent d'être à la hauteur de l'enjeu.

Unique par son importance, ce rapport met en évidence l'impressionnant fourmillement d'initiatives à travers le monde, s'intéresse spécifiquement à l'action territoriale et aux nouveaux outils financiers, croise politiques publiques et actions non-étatiques. Il se fonde sur les données et études disponibles pour tenter de mieux comprendre les évolutions récentes des émissions de gaz à effet de serre, étape nécessaire si nous voulons crédibiliser des scénarios de stabilisation du réchauffement. Ce rapport espère ainsi contribuer à la lutte contre un climato-fatalisme qui serait mortifère pour l'avenir de nos sociétés.

Ronan Dantec, président de l'association Climate Chance

✓ LE RAPPORT EN CHIFFRES

Près de **1 000** sources référencées

+ 500 initiatives et actions observées

+ 100 territoires étudiés

24 analyses sectorielles et focus-pays

23 cas d'étude territoriaux

Les principaux secteurs d'émissions couverts

Le rapport de l'Observatoire : qu'est-ce que c'est ?

1°)

Un travail inédit de synthèse, le rapport d'analyse le plus complet de l'action climatique réellement mise en œuvre, fondé sur les études publiées les plus récentes, publiées entre 2016 et 2018. C'est un « méta-rapport », il ne produit aucune donnée ou analyse, mais cherche à synthétiser les données et analyses existantes pour dégager des tendances lisibles au-delà de cercles très spécialisés. C'est le seul rapport de cette importance à être publié à la fois en anglais et en français.

2°)

Un récit qui permet une compréhension quantitative et qualitative de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre, en croisant les politiques nationales et les initiatives des acteurs non-étatiques. Ce rapport vise à déterminer où se situent les dynamiques les plus intéressantes : impact des législations nationales, politiques publiques territoriales, innovations des entreprises, mobilisations de la société civile... En divisant ce rapport en fiches d'analyse sectorielles appuyées de fiches pays, l'Observatoire propose des supports pédagogiques de compréhension des trajectoires d'évolution des émissions. Il porte une attention nouvelle aux acteurs de la finance et à l'évolution de leurs instruments, qui bénéficient, comme l'action territoriale, d'un cahier spécifique.

3°)

Une boîte à outils évolutive pour inspirer les décideurs nationaux et locaux, publics et privés. Ce rapport doit contribuer, en lien avec le portail de l'action « Climate Chance », à essaimer la multitude d'expérimentations à l'œuvre, la démultiplication de l'action climat nécessitant un accès facilité et pédagogique à l'information. Il est ainsi une vitrine

de l'action : la poursuite de la hausse des émissions de gaz à effet de serre cache en effet une multitude d'initiatives à tous les niveaux. Sans évidemment être exhaustif, ce rapport illustre le foisonnement des actions mises en œuvre sur la période récente (2016 - 2018).

4°)

Un comité de pilotage (COPIL), composé de représentants des structures animant les coalitions thématiques que soutient Climate Chance, de chercheurs et de spécialistes, **identifie les pays et territoires faisant l'objet chaque année d'études spécifiques**, dont les résultats permettent d'éclairer des dynamiques particulières. La rédaction de ces fiches, sectorielles ou nationales, sont **confiées à des structures ou auteurs reconnus pour leur expertise**, sur la base d'un cahier des charges, de données d'émissions, notamment celles d'Enerdata, et d'une bibliographie fournie par l'Observatoire Climate Chance. **Garants de l'indépendance et de la cohérence du rapport, l'Association Climate Chance s'est réservée la révision et validation** de la rédaction finale. Nous encourageons les lecteurs à réagir aux fiches (critiques, données complémentaires...) à travers une adresse mail dédiée (contribution@climate-chance.org).

5°)

Un rapport très largement diffusé aux réseaux d'acteurs non-étatiques et aux décideurs gouvernementaux et internationaux. Il sera **accessible exclusivement en ligne et la consultation « à la carte »** de ce rapport sera possible avec des téléchargements fiche par fiche pour attirer le lecteur vers les thèmes et zones géographiques qui l'intéressent.

LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DU RAPPORT

Une augmentation forte des émissions de gaz à effet de serre en 2017, soit plus de 2% pour les émissions liées à l'énergie, contrastant avec la quasi-stagnation des années précédentes. Tous les grands secteurs d'émission sont concernés par cette augmentation (production électrique, transport, industrie). Parallèlement, la poursuite à un rythme élevé de la déforestation réduit les capacités de stockage. L'année 2017 nous éloigne donc fortement des trajectoires de stabilisation du climat proposées par le GIEC.

La croissance mondiale, en particulier dans les pays émergents, explique grandement cette évolution. Le plan de relance chinois 2015/2016, avec des investissements massifs, notamment en infrastructures, se retrouve par exemple dans l'augmentation des émissions liées aux processus industriels ; la rapidité de l'électrification de l'Inde, avec un demi-milliard de personnes raccordées depuis quinze ans, explique le recours massif aux centrales à charbon. A l'inverse, la baisse des émissions

du Brésil se comprend aisément au vu de la profonde dépression que connaît le pays. De grandes économies européennes (Allemagne, France...) connaissent, avec la reprise de la croissance économique, une augmentation de leurs émissions (Dans le Bade-Wurtemberg par exemple, les émissions de la production industrielle ont augmenté de 10,2 %, entraînant à la hausse celles du fret de marchandise).

Malgré ce contexte, plusieurs situations nationales démontrent que des mutations sont en cours. La baisse des émissions dans les secteurs électriques de différents pays est ainsi à souligner : au Royaume-Uni, avec des émissions divisées par 3 en une douzaine d'années, en Allemagne, où la production par les énergies renouvelables commence à réduire la place du charbon, aux Etats-Unis, malgré les discours pro charbon du président, des centrales continuent de fermer. Dans le domaine du transport routier dont les émissions mondiales sont en hausse constante, leur réduction elle aussi régulière dans certains pays, par exemple en Scandinavie (Norvège, Suède...) montre que cette augmentation n'est pas inéluctable.

Ce rapport est aussi la démonstration de l'incroyable multiplication des initiatives non-étatiques sur ce vaste champ du climat et de l'énergie. Ces actions, à des niveaux différents, entre stratégie de groupes internationaux ou de grandes collectivités, et expérimentation de start-up ou de territoires ruraux, ne peuvent pas être agrégées, mais elles témoignent de l'importance des prises de conscience et de possibles mutations à venir. C'est par exemple le cas de la motorisation électrique, qui bénéficie de très nombreuses expérimentations dans les domaines routier, ferroviaire ou maritime, mais sans que ces initiatives aient encore un effet réel sur la courbe des émissions. Le domaine des énergies renouvelables, notamment du solaire, est lui aussi particulièrement actif.

Les pays présentant les meilleurs résultats sont souvent des pays où a été établie une taxation du carbone, le cas le plus spectaculaire étant sans nul doute la Grande-Bretagne, où la part du charbon dans la production électrique s'est effondrée, suite à l'instauration d'un prix plancher de 18 livres la tonne carbone. La baisse des émissions du trafic routier en Suède doit aussi être mise en lien avec le haut niveau de taxation du carbone (120 euros). En revanche, l'impact du système de mise aux enchères européen (ETS) sur les émissions de CO₂ reste encore sujet à questionnements. Des autorités subnationales se sont aussi lancées dans un marché carbone. Le « Tokyo Cap-and-Trade Programm » a permis une réduction de 12,7 % des émissions des secteurs couverts dans à 1^{ère} phase d'engagements, le marché des quotas californien, couplé à celui du Québec, est devenu le deuxième plus large du monde.

La question des biocarburants et tout particulièrement de l'huile de palme doit être analysée en profondeur. Il croise les évolutions des secteurs de l'usages des sols (UTCATF) et transports. Ainsi, s'il est manifeste que l'huile de palme reste un facteur majeur de déforestation, notamment en Malaisie, Il apparaît tout autant qu'un certain nombre de secteurs cherchent encore à en accroître l'utilisation. Le secteur routier suédois utilise par exemple des résidus d'huile de palme HVO, et surtout le transport aérien, dans ses engagements de réduction des émissions fait des biocarburants, notamment d'huile de palme, un de ces axes majeurs de réponse au défi climatique. Alors

que la production actuelle d'huile est déjà absorbée par les utilisations alimentaires et énergétiques, il est évident que cette augmentation de demande renforcerait la déforestation, en totale contradiction avec la nécessité de préserver les forêts tropicales primaires, pour leur biodiversité et leur capacité de captation de carbone. Cet exemple montre l'enjeu d'une approche systémique des enjeux climat et non simplement par silo et par secteur.

Les dynamiques territoriales s'affirment : A ce jour, assez peu de territoires réalisent et publient un suivi périodique de l'évolution de leurs émissions, mais les progrès mesurés et accessibles sont encourageants, démontrant que le volontarisme politique et la mise en cohérence des politiques publiques territoriales peuvent se traduire par de fortes baisses des émissions sur ces territoires. L'augmentation très régulière du nombre de signataires de la convention européenne des maires en Europe est à souligner, 32% des habitants de l'Union européenne sont aujourd'hui concernés par un plan d'action de la convention.

Une attention spécifique sur l'Afrique : La situation du secteur électrique du Kenya, adossé aux énergies renouvelables, (hydro-électricité, géothermie, éolien, solaire...), montre que des modèles énergétiques sobres en carbone sont possibles. Les menaces restent fortes avec le développement de nouveaux projets de centrales charbon sur le continent, qui trouvent toujours des financements, mais suscitent, en opposition, des mobilisations nouvelles de la société civile. L'avenir des forêts africaines est aussi un sujet de préoccupation majeure, avec des enjeux sur la certification et la gestion durable : le label FSC (Forest Stewardship Council) devient obligatoire au Gabon, mais la RDC se voit suspendue du CAFI (Central African Forest Initiative), et des entreprises appliquant des certifications quittent la région. L'augmentation des émissions par habitant dans un certain nombre de grandes villes africaines, supérieure à celle de nombre de villes européennes, souligne aussi l'enjeu d'un développement urbain durable. En ce sens, le développement du Pacte des maires pour le climat et l'énergie en Afrique est à souligner.

CAHIER 1 "L'Action sectorielle"

ENERGIE

La production d'électricité et de chaleur est à l'origine de près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre mondiales, avec des incertitudes importantes en particulier sur les émissions fugitives. Après une légère baisse en 2015, ces émissions sont repartiées à la hausse : en 2017, elles ont crû de près de 2%.

LA SITUATION MONDIALE

- La croissance des émissions est liée à celle de la consommation, stimulée par la croissance économique des grands pays émergents (Chine, Inde...) et par les progrès de l'électrification (Inde, Afrique de l'Est...).
- Les énergies décarbonées sont à l'origine de 35% de l'électricité mondiale. Cette progression s'accélère mais ne suffit pas encore à compenser la hausse de la demande, le parc de centrales à charbon continuant de ce fait à croître.
- Les politiques énergétiques restent contradictoires : En 2016, la production électrique fossile a reçu plus de 100 milliards de dollars de soutiens publics. Simultanément 126 pays se sont dotés de mesures en faveur des énergies décarbonées : plus de 80 pays ont mis en place des tarifs de rachat garanti, 43 sont couverts par un prix du carbone, etc.
- Le recours à un prix du carbone se renforce, parfois porté au niveau des gouvernements subnationaux et locaux, avec des systèmes de mise aux enchères et de quotas (Québec, Shanghai, Californie, Tokyo, etc.), ou par des prix internes intégrés dans les entreprises (par exemple Microsoft ou Unilever)
- En Europe et en Amérique du Nord notamment, les entreprises historiques, comme Eon et RWE, GE, Westinghouse, etc., sont en difficulté. D'autres parviennent à se réinventer, comme le danois Orsted passé en quelques années du pétrole à l'éolien.
- Une baisse sensible de la production hydroélectrique dans plusieurs pays, du fait des sécheresses. C'est le cas en particulier au Portugal, dont les émissions augmentent de ce fait, malgré le volontarisme du pays sur le renouvelable. On retrouve ce problème en Espagne, Tanzanie...
- De l'Allemagne (mine de Hambach) au Kenya (projet de centrale de Lamu), des mobilisations de la société civile se développent contre la production électrique à base de charbon

LES EVOLUTIONS NATIONALES OU REGIONALES

- Aux Etats-Unis, les émissions baissent (-4%) grâce au recul du charbon, remplacé par le gaz et les renouvelables. L'action des Etats fédérés est importante : Neuf d'entre eux se sont engagés dans un marché du carbone, dans le cadre du Regional Greenhouse Gas Initiative, afin de réduire leurs émissions de 65%.
- Au Royaume-Uni, baisse rapide des émissions de CO₂ (-12%), du fait de l'instauration d'un prix plancher de la tonne CO₂, qui accélère la sortie du charbon
- En Allemagne, les émissions se réduisent (plus de 3%) du fait principalement du développement des énergies renouvelables.
- Performance exceptionnelle du Kenya dont le taux d'électrification progresse rapidement et qui maintient des émissions extrêmement basses (1,13 MtCO₂eq) grâce à un mix très largement renouvelable et à la création d'une véritable filière industrielle nationale en géothermie.
- La hausse de la demande d'électricité en Chine et en Inde représente 70% de la croissance mondiale. Du fait de la poursuite du développement de leurs parcs charbon, les émissions des deux pays ont augmenté respectivement de 159 et 28MtCO₂e en 2017.

DES INITIATIVES NON-ETATIQUES A SUIVRE

- L'innovation technique et économique facilite l'entrée de nouveaux acteurs, par exemple les opérateurs de téléphonie et les banques dans les systèmes "pay as you go" qui se développent en Afrique. Les entreprises du secteur rassemblent dorénavant 750000 clients.
- Le dialogue initié par la ville du Cap avec le régulateur et l'électricien Eskom pour mettre au point un cadre réglementaire et technique libérant la production solaire décentralisée en Afrique du Sud.
- Première centrale solaire flottante installée au Portugal, sur un réservoir de barrage hydroélectrique, ce qui permet un rendement accru, projet porté par l'entreprise EDP-Renovaveis.
- L'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché de l'énergie aux Etats-Unis, notamment des géants comme Apple et Tesla.

Cahier 1 "L'Action sectorielle"

TRANSPORT

Le secteur contribue fortement à l'augmentation des émissions mondiales. Les émissions du transport routier continuent de croître à un rythme de 2%/an, et

représentent les $\frac{3}{4}$ des émissions du secteur transport (23% du total mondial). Les émissions de l'aviation ont doublé entre 1990 et 2015 (+104,6%), et celles du transport maritime international continuent d'augmenter, malgré les gains d'efficacité du transport marchand. Quant au ferroviaire, le coût des infrastructures et l'idéal de la motorisation individuelle freinent sa dynamique dans les pays en développement.

LA SITUATION MONDIALE

- La motorisation individuelle tend à augmenter dans les pays émergents à mesure que la croissance économique augmente, au détriment du transport public, qui ne parvient pas à suivre le rythme de l'urbanisation. La diminution des ventes de diesels et la croissance des achats de SUV entraînent une augmentation des émissions en Europe.
- À l'échelle mondiale, depuis 2000, les systèmes de transit rapide par bus (BRT), les infrastructures de métro léger et l'infrastructure ferroviaire métropolitaine ont augmenté respectivement de 835 %, 88 % et 67 %. Pionnière en Amérique latine, Buenos Aires continue d'étendre son BRT, le Metrobús. Abudja (Nigéria) a ouvert son métro cette année avec 2 lignes. Le Maroc vient même d'inaugurer le premier TGV d'Afrique, reliant Tanger à Casablanca.
- En 2018, il existe plus de 1 700 systèmes de partage de vélos dans le monde.
- Prise en charge de la gestion de émissions du maritime et de l'aviation internationale, exclues du champ des négociations internationales, par les industries elles-mêmes avec une stratégie de réduction pour le maritime (OMI, 2018) et un système de compensation pour l'aviation (CORSIA de l'OACI, 2016).
- Le recours à la mobilité électrique reste marginal, malgré la multiplication des expérimentations. Les très populaires pousse-pousse électriques de Delhi sont un des rares exemples de développement rapide et à grande échelle de la motorisation électrique.

LES ÉVOLUTIONS NATIONALES OU RÉGIONALES

- La Suède présente un résultat positif, notamment grâce au développement des biocarburants. Il faut cependant noter que le recours à un résidu d'huile de palme (HVO), considéré comme déchet, lui permet de baisser fortement, de manière comptable, ses émissions dans le transport.
- L'Afrique du Sud a développé une stratégie industrielle visant à trouver un équilibre entre l'augmentation de la part des biocarburants, jusqu'à 2% de ses combustibles liquides nationaux, et un usage des terres qui assure la sécurité alimentaire.
- La Suède a mis en place depuis avril 2018 la première taxe aéronautique au monde sur tous les vols commerciaux, avec pour conséquence des prévisions de trafic aérien en baisse.

- En Inde, le nombre de véhicules motorisés a crû d'un TCAC de 9,9%/an entre 2006 (~90 millions d'unités) et 2016 (230 millions). Les deux roues comptent encore pour ¼ des véhicules produits.

DES INITIATIVES NON-ÉTATIQUES À SUIVRE

- Fortaleza, 5^e ville du Brésil, a lancé depuis 2014 une importante transformation de la mobilité urbaine : le système de vélos en partage est aujourd'hui le plus utilisé du Brésil, la mortalité routière diminue et sur certaines lignes de bus, les temps de trajet ont été divisés par deux.
- En octobre 2018, l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny à Abidjan, le plus fréquenté de Côte d'Ivoire, a renouvelé son accréditation Airport Carbon au plus haut niveau (3+ Neutrality). À ce jour, il est le seul sur le continent africain à avoir accédé à cette certification
- Depuis fin 2017, la totalité de la flotte de bus de Shenzhen, en Chine, soit 16 359 véhicules, a été remplacée par des bus électriques.
- Depuis le 11 janvier 2018, le Québec est la première région canadienne à avoir mis en place une norme VZE (véhicules zéro émission), qui impose un quota obligatoire de production de VZE
- Airbus, Siemens et Rolls-Royce ont signé en décembre 2017 un partenariat industriel pour développer l'hybride-électrique dans le secteur aéronautique.

Cahier 1 "L'Action sectorielle"

AFFECTATION DES SOLS

Les émissions liées à l'utilisation et au changement d'affectation des terres et de la foresterie (secteur UTCATF) représentent entre 20 et 25 % des émissions globales de gaz à effet de serre. Il est donc stratégique, notamment pour sa capacité de captation, nécessaire pour atteindre la neutralité carbone dans le courant du 21^e siècle. Les émissions UTCATF nationales étant souvent difficiles à recueillir, et de qualité disparate, nous avons choisi d'analyser principalement les politiques de déforestation / Reforestation, qui représentent la part la plus importante de ces émissions.

LA SITUATION MONDIALE

- Une poursuite à un rythme soutenu de la déforestation des forêts primaires mondiales (13Mhectares/an), que ce soit en Amazonie, en Afrique ou en Malaisie
- Un impact grandissant des feux de forêt (4% des surfaces boisées du Portugal détruites en un an, Californie, Brésil, etc.)

- La multiplication des atteintes, dont l'orpaillage, qui du Pérou à la Côte d'Ivoire, est devenu une cause importante de déforestation
- L'accélération des politiques de reforestation en Asie, souvent portées à l'échelle subnationale (muraille verte en Chine, Etat du Madhya Pradesh en Inde, Province du khyber Pakhtunkhaw au Pakistan)

LES EVOLUTIONS NATIONALES OU REGIONALES

- Départ de sociétés forestières européennes « historiques » dans le bassin du Congo (dont le dépôt de bilan de la branche Afrique de Rougier), remplacées par des sociétés asiatiques, fortes inquiétudes sur la poursuite des politiques de certification forestière.
- Décision du Gabon de ne délivrer des permis forestiers à partir de 2021, qu'à des opérateurs engagés dans des certifications FSC (Forest Stewardship Council).
- Le Rwanda à mi-chemin d'atteindre son objectif de 30% de reforestation en 2020.
- Fin de la phase de préparation et adoption de la stratégie REDD+ en Côte d'Ivoire, avec objectif de retrouver 20% de couvert végétal en 2030.
- Moratoire en Indonésie qui a permis de faire baisser la déforestation de 88% dans les zones de forêts primaires de tourbières protégées.
- Publication, par l'Union européenne d'un nouveau règlement de comptabilisation du secteur UTCATF, qui fonctionne comme puit de carbone (environ 130 MT eq CO₂/an).

DES INITIATIVES NON-ETATIQUES A SUIVRE

- Sur plainte de 25 jeunes et de l'ONG « Dejusticia », la cour suprême de Colombie a condamné l'Etat colombien pour non-respect de ses engagements internationaux, avec ordre de présenter un nouveau plan d'actions de préservation des forêts.
- Suspension des financements du CAFI (Central African Forest Initiative) à la République Démocratique du Congo pour avoir rétabli des concessions forestières dans des zones de tourbière, récemment découvertes et très riches en méthane.
- La radiation d'United Cacao des bourses de Londres et de Lima, après que des communautés autochtones au Pérou aient dénoncé l'illégalité de ses plantations.
- Le renforcement des outils de surveillance satellite, avec des coopérations entre chercheurs et ONG. Le site du MAAP (Monitoring Andean Amazon Project) développe par exemple des cartes interactives.
- Développement de projets de REDD+, comme ceux portés au Pérou par le fonds privé Althelia Climate fund avec des ONG péruviennes comme CIMA – Cordillera Azul.
- L'accélération des projets de construction bois en France (une forme de stockage du carbone) avec la livraison à Strasbourg de la plus haute tour à structure 100% bois (38 mètres).

CAHIER 2 « La mobilisation territoriale »

Pour pouvoir se repérer dans la « galaxie des réseaux de collectivités », l'Observatoire a dressé le paysage des principaux réseaux conduisant des actions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre de leurs membres (Section 1). L'Observatoire y inclut également une revue des principales méthodologies de comptabilité carbone, et plateformes de reporting mondiales dédiées aux collectivités (notamment le carbonn[®] Climate Registry d'ICLEI, le "CDP-villes").

Plusieurs chiffres sont donnés par les différents rapports mondiaux agrégeant les engagements des acteurs non-étatiques. Le « Emissions Gap Report 2018 » du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) dénombre plus de 7 000 villes de 133 pays, et 245 régions de 42 pays, lorsque que « Global climate action from cities, regions, and businesses » dénombre 8 237 villes de 128 pays, couvrant 16 % de la population mondiale, et 182 régions de 37 pays couvrant 15 % de la population mondiale. Notre analyse a choisi d'exposer plus en détails les actions et la mesure des résultats des principales initiatives (Convention des Maires, Coalitions Under2) et réseaux spécialisés de collectivités (ICLEI, C40, nrg4SD, les réseaux européens). Ce graphique permet par exemple de mesurer la progression des signataires, de l'élaboration de plans d'actions, et surtout de plans de suivi, de la Convention des maires en Europe, Europe de l'Est et Méditerranée.

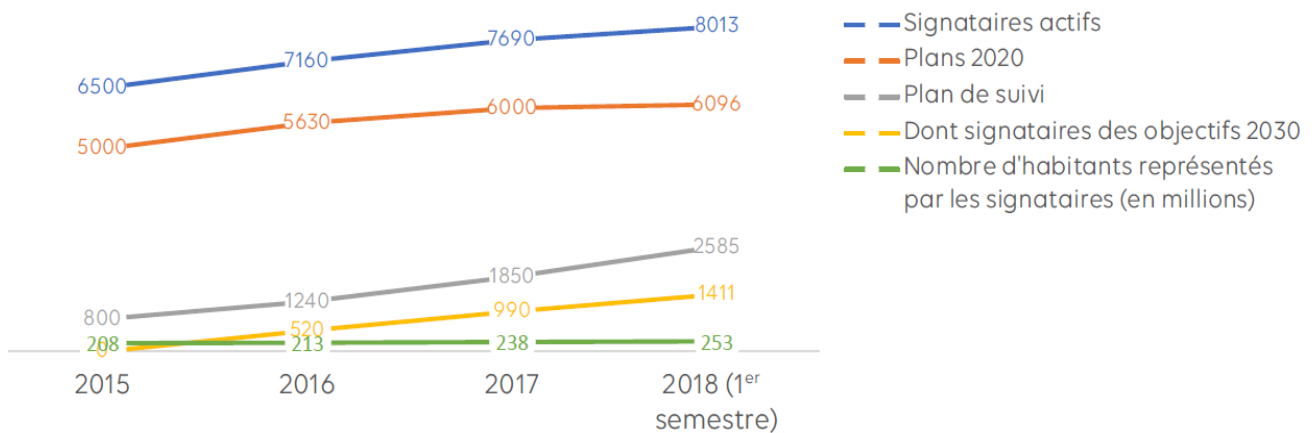


FIGURE 1. ÉVOLUTION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES MAIRES 2015-2018

(Sources : Construction de l'auteur à partir des données fournies par la Convention des Maires)

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRÈS MESURABLES DES INITIATIVES DE COLLECTIVITÉS (*section 1 - cahier 2*).

1°

Peu de suivi périodique de l'évolution des émissions des territoires mais les progrès mesurés sont encourageants, démontrant qu'au-delà des facteurs exogènes et notamment la conjoncture économique, les capacités de planification climat et de suivi-évaluation progressent concrètement :

- Sur la base de 315 inventaires de suivi reçus en septembre 2016 (soit 18 % des 1 779 normalement attendus à cette date), le Centre Commun de Recherche (CCR) de l'Union européenne, calcule une réduction des émissions de 23 % par rapport à l'année de référence de ces inventaires. Ces progrès représentent déjà 58 % des efforts nécessaires pour atteindre l'objectif fixé à l'horizon 2030 de 40 % de réduction d'émission, mais aussi 31 % des efforts de réduction attendus de la part des États-membres.
- Sur 533 inventaires de suivi reçus à date d'octobre 2017, le CCR a projeté en 2050 un niveau d'émissions de 0,15 tCO₂eq/capita, soit un niveau cohérent avec une trajectoire d'augmentation de la température globale de 1,5 degré.
- Le rapport du C40 publié en 2018 montre que 27 villes de son réseau, principalement de grandes capitales du Nord, ont atteint leur pic d'émissions.
- Les 100 régions reportant leurs émissions en 2017 affichent une réduction moyenne 8,5 % des émissions de GES par rapport à leurs années de référence, qui ne sont pas toutes les mêmes. L'écart est grand entre des performances relatives très importantes affichées par l'Ecosse (-41 %), Blekinge en Suède (-43 %) ou le Pays Basque (-24 %), des États affichant des retours à des niveaux précédents comme la Californie ou le Vermont, ou des augmentations importantes comme à Sao Paulo (25 %) et en Hollande méridionale (+ 16 %).
- L'hypothèse du carbonⁿ® Climate Registry - cCR qui accueille le plus d'entités (+1000) et géographiquement le plus équilibré, vient toutefois contraster ces bons exemples et estime que sur la base des tendances d'émissions observées, seulement 10 % des objectifs formulés sur sa plateforme auraient des chances d'être atteints.

2°

Malgré l'adoption croissante de la méthodologie GPC de calcul des émissions, chaque territoire utilise bien souvent sa propre méthodologie, rendant peu pertinente la comparaison des résultats et leur agrégation, mais n'en faisant pas moins un outil de suivi majeur pour l'action locale.

3°

Dynamisme similaire entre les villes et les régions, mais différé géographiquement

- Entre 2015 et 2018, le nombre de villes et de régions rapportant leurs émissions auprès du CDP et le carbonn registry cCR, a doublé, et le nombre de plans d'actions sur la Convention des Maires a augmenté de 20 % (+ 1000 plans).
- La faible représentation des villes asiatiques, et en premier lieu des territoires chinois implique qu'une part importante des émissions territoriales ne sont ainsi pas couvertes.
- La régionalisation des initiatives mondiales de collectivités de la Convention des Maires et d'ICLEI, pour :
 - Accroître l'action territoriale en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, par le renforcement de la formation, l'échange de bonnes pratiques, l'accès au financement... La Convention des Maires en Afrique Subsaharienne (COM-SSA), soutenue par l'Union européenne, a par exemple connu un fort développement.
 - Assurer la prise en compte des problématiques régionales et locales pour mieux essaimer l'action (Ex du succès de la Convention des Maires en Europe et cCR au Japon).

4°

Multiplication des initiatives portées par les réseaux de collectivités, qui accompagnent l'action territoriale dans un nombre croissant de politiques publiques : recherche (Innovate4Cities), finance (Invest4Cities, Transformative Action Program, Global Urbis) ou encore et surtout assistance technique (Urban Leds I (ICLEI), CoM SSA, City Advisers (C40) etc).

5°

Les besoins de financement des collectivités commencent à être soulignés :

- Le climate Registry (cCR) pointe en premier lieu le manque d'appui financier et technique parmi les difficultés des collectivités pour atteindre leurs objectifs, en précisant que 70 % des actions sont auto-financées.
- Le programme de préparation de projet "TAP" a révélé en 2015 un besoin de 9 milliards d'euros d'investissements et l'inaptitude des outils actuels d'accompagnement des principaux bailleurs.
- Moins de 10 % des 4.5 milliards annoncés par la Banque Mondiale lors du One Planet Summit (City Resilience Program) ont été pour le moment programmés
- , dans 55 villes différentes.

EXEMPLES DE RESULTATS A L'ECHELLE DES TERRITOIRES (section 2 – cahier 2):

Le rapport présente 23 cas d'étude de villes et de régions dont la mise en cohérence des politiques publiques porte ses fruits ou souligne des difficultés de mise en œuvre. Nous avons choisi pour chacun de ces cas, des axes thématiques à mettre en avant :

1°)

Formidable potentiel des réseaux de chaleur

- Les systèmes de cogénération de Copenhague alimentés par la biomasse sont le facteur majeur de la baisse de 38 % d'émissions de GES entre 2005-2015.
- A Nantes l'extension des réseaux de chaleur alimentés à près de 70 % aux bois de chauffe et incinération des déchets ont permis 44 309 tCO₂eq ont pu être évités et 5 à 15 % d'économie financière pour les ménages.
- Helsinki évalue actuellement son potentiel géothermique (forage de 3 000 puits) pour réduire les émissions de la production de chaleur, 50 % du total.

2°)

La production d'électricité renouvelable et l'efficacité énergétique sont les mesures privilégiées pour réduire rapidement les émissions

- Les États de Californie et Baden Wurtemberg, fondateurs de la Coalition Under 2, affichent de bons résultats avec 32 % d'électricité renouvelable en 2018. Ceci représente une baisse de 29 % des émissions du secteur électrique pour le premier, et une augmentation 45 % d'EnR depuis 2006 pour le second.
- A Seixal au Portugal, les 60 % de production d'électricité renouvelable, couplés à une baisse de la consommation, ont permis une baisse de 63 % des émissions des habitations depuis 2007.
- Jalisco : Un vaste plan d'économie d'énergie des bâtiments publics en 2014 se traduit par une baisse attendue de 20 % de leurs émissions d'ici fin 2018.
- Enjeu majeur pour la ville de Paris, en 2017, 36 000 logements sociaux ont pu être rénovés, permettant une économie de 360€/an/ménage.
- A Helsinki, depuis 2017 les nouveaux bâtiments publics sont à consommation d'énergie quasi-nulle et des facilitations sur les permis de construire sont utilisés pour inciter les promoteurs à investir dans des bâtiments basse consommation.
- A Hong-Kong, l'arrêt des centrales à charbon en 2015 a permis une chute de 10 % des émissions de la production d'électricité, et de 7,5 % des émissions globales (Transition du charbon au gaz naturel). Un système de labellisation est étendu en 2018 à tous les appareils électroménagers et systèmes de climatisation et devrait générer 300 GWh d'économie.

3°)

Les transports affichent de moins bons résultats

- Les “success story” sont le fruit de politiques intégrant réduction de la demande, transfert modal et efficacité énergétique :
 - A Tokyo le transport de masse, l'éco conduite et les véhicules bas carbone ont permis la réduction de 36 % des émissions annuelles du transport depuis 2000.
 - A Paris, baisse de 39 % des émissions de GES grâce à l'extension des lignes de métro, de tramway, de la fermeture périodique de zones à la circulation et de l'interdiction des véhicules les plus polluants.
- Pour les villes émergentes, le transfert modal est l'enjeu majeur :
 - A Izmir en Turquie, 54 % des émissions sont issues du transport routier, et la ville a développé depuis quelques années des lignes de bus rapides, ferries, métro et bus électrique pour espérer les réduire de 15 %.
 - Le Cap enregistre une augmentation de 44 % des trajets sur le réseau de bus public en 2017, ce qui constitue une bonne nouvelle dans la ville affichant les plus forts taux de pollution et de trafic du pays, dus à son réseau peu intégré entre les différents modes et opérateurs.
 - A Recife, le parc automobile (+ 382 % depuis 1990) explose et le développement des réseaux de voies rapides pour bus risque de ne pas suffire...
 - Enfin pour Quito il s'agit de prévenir la hausse de la demande de transport satisfaite à 69 % par les bus actuellement, par la construction en cours d'une ligne de 22 km de métro et l'extension des trolleys électriques (+4 % d'utilisation entre 2014 / 2018).
- Dans la mobilité individuelle et électrique, on ne note pas de résultats significatifs: Bade-Wurtemberg voit ses émissions du transport en augmentation notamment dues au transport de marchandise. 1800 bornes de recharges étaient disponibles mais l'électricité ne représente toujours que 1,5 % du total de l'énergie consommée par les transports. La Californie, où, le transport est devenu le premier poste d'émissions, poursuit un objectif de réduction de l'intensité carbone de 10 % entre 2009 et 2020, et prévoit l'investissement public de 768 millions USD pour le développement de la filière électrique. A noter la baisse du report modal à Calgary, avec moins de passagers dans les bus et métro.
- On observe plusieurs extensions des réseaux de pistes cyclables, mais peu de données sur leur utilisation :
 - 450 km de pistes au Cap mais considérée comme sous-évaluée.
 - Fribourg compte, depuis 2017, 420 km de piste cyclable.
 - Recife 76 km de pistes cyclables et vélos en libre-service.
 - 550 Km à Murcia et + 5 % dans la part modale depuis 2007.
 - A Copenhague, on mesure toutefois que 41 % des déplacements incompressibles sont réalisés à vélo en 2018.

4°)

Actions intégrées d'adaptation/atténuation

- Quito intègre la conservation et la restauration des écosystèmes et des forêts à son développement, grâce entre autres à son système d'information géographique, ce qui permet aussi de réduire ses émissions de 5 % par an. Quito dédie 10 et 12 % de son budget annuel global à l'adaptation et l'atténuation.
- Recife revégétalise son territoire pour faire face aux problématiques liés à son développement (imperméabilité des sols, congestions des transports et déchets etc.).
- L'Etat mexicain de Jalisco développe en collaboration avec 36 communes, l'élevage sylvopastoral pour restaurer les terres et assurer la durabilité des activités des éleveurs.

5°)

Des outils innovants pour appuyer la transition de l'économie locale

- **Plusieurs fonds d'investissements :**
 - "Paris fonds vert", un fonds d'investissement territorial de 200 millions d'euros destiné aux petites et moyennes entreprises des secteurs liés à la transition.
 - Hong Kong : Fonds dédiés aux projets pilote d'amélioration de l'efficacité énergétique des transports (33 millions d'euros).
- **Systèmes d'échange de quotas carbone :**
 - Tokyo : Le système de quotas municipal pour réduire les émissions des bâtiments de 1300 grandes entreprises (20 % des émissions totales), a permis - 12,7 % de leurs émissions entre 2010 et 2014, mais de seulement 1 % entre 2015 et 2016.
 - Californie : Le caractère récent du système de quotas carbone ne permet pas encore d'estimer son impact mais il couvre 450 entreprises représentant 85 % des émissions californiennes
- **Centres d'innovation :** Le Cap en collaboration avec la province a ouvert un centre de fabrication et de formation pour les technologies vertes « Atlantis » qui a déjà permis la création de 350 emplois et 40 millions d'investissements. Izmir a ouvert un centre de recherche sur les énergies renouvelables pour attirer les investissements.

3°)

Concertation des acteurs et des citoyens

- Dakar a pu capitaliser sur une première tentative de plan climat en 2013 pour lancer en 2018 sa plateforme de gouvernance climat multi-acteur « DakClim ».
- A Fribourg, une consultation d'une période d'un an pour la conception de son nouveau plan climat 2018.

- Quant à la Nouvelle Aquitaine, elle a mis en place un système de Conseil Permanent de la Transition énergétique et du Climat (COPTec) permettant de piloter, en concertation avec un comité de plus de 500 acteurs du territoire, la transition économique et la structuration de filières économiques durables.
- Plusieurs villes accompagnent leur plan climat de campagnes de sensibilisation, comme à Seixal où une série de campagnes de sensibilisation est développée, depuis 2012 et jusqu'en 2020, à destination des habitants et des commerçants pour les aider à réduire leur consommation d'énergie : conseils gratuits sur l'efficacité énergétique, exposition annuelle sur les énergies renouvelables...

LA SECTION 3 « LE TOUR DU MONDE EN 80 BONNES PRATIQUES »

Panorama mondial de politiques publiques locales récemment mises en œuvre à travers 80 illustrations courtes issues d'une veille de l'actualité constante et pour beaucoup, des contributions des porteurs de projets eux-mêmes réalisées dans le cadre de la Cartographie de l'Action de Climate Chance, cette section a vocation à illustrer la diversité des solutions proposées par des collectivités, souvent répliquables. La section illustre ainsi des tendances mondiales et forme une boîte à outils à destination des décideurs locaux, en mettant en exergue des projets remarquables par leur ambition ou leur simplicité, et à l'œuvre dans 10 secteurs de politiques publiques territoriales : aménagement, production d'énergie, transports, bâtiments, économie circulaire, forêt, alimentation, sensibilisation, adaptation et coopération décentralisée.

CAHIER 3 "L'Implication des acteurs de la finance"

ETAT DES LIEUX DE L'ACTION CLIMATIQUE DU SECTEUR FINANCIER

Les acteurs financiers disposent d'un pouvoir important d'orientation de l'économie vers une économie bas carbone.

L'action climatique des acteurs financiers : un essor récent

Trois dynamiques sont à l'œuvre pour étendre l'action en faveur du climat du secteur financier et se nourrissent mutuellement : les stratégies des acteurs, les opportunités de marché, l'action des régulateurs financiers.

Trois événements récents ont renforcé cette impulsion :

- l'objectif de rendre cohérents les flux financiers avec la cible d'un réchauffement contenu en deçà de 2°C, voire 1,5°C est explicitement fixé par l'accord de Paris sur le climat ;
- les risques liés aux dérèglements climatiques ont été reconnus par le Conseil de stabilité financière du G20 comme des risques financiers à part entière, pesant sur les acteurs financiers et potentiellement sur les systèmes financiers ;
- pour réduire ces risques, le Conseil de stabilité financière a appelé à plus de transparence des acteurs économiques. La Taskforce on climate related financial disclosure (TCFD), groupe de travail qu'il a mandaté sur ce sujet, a remis ses recommandations en 2017.

En septembre 2018, 287 acteurs financiers sur 513 entreprises avaient affirmé leur soutien à la TCFD.

Progrès des stratégies liées au climat

L'instauration de stratégies liées au changement climatique a progressé parmi les grands acteurs financiers mondiaux. En 2017, elle concernait :

- 42 % des investisseurs, contre 20 % en 2016,
- 90 % des gestionnaires d'actifs,
- 58 % des banques.

Des outils à généraliser

Les outils de mise en œuvre de ces stratégies sont diversement utilisés par les grands acteurs financiers :

- 15 % des investisseurs pratiquent l'engagement actionnarial (12 % en 2016),
- 53 % des banques dialoguent avec leurs clients sur les questions climatiques,
- 71 % des banques pratiquent des politiques d'exclusion liées au climat.

L'engagement, c'est-à-dire le dialogue ou la pression exercée sur les entreprises sur le sujet du climat, n'est plus considérée comme une alternative à l'exclusion des secteurs ou entreprises à l'activité la plus dommageable, en particulier le secteur des énergies fossiles. Ces leviers sont souvent utilisés, en fonction des secteurs et entreprises, conjointement ou graduellement.

L'outil de mesure des émissions de carbone financées, l'empreinte carbone, reste d'emploi minoritaire (13 % des investisseurs, soit 27 % de plus qu'en 2016) et encore moins assorti d'un objectif de réduction (6 % des investisseurs).

Financements verts : une faible part de l'activité

Les financements et investissements qui contribuent positivement à la transition vers une économie bas carbone représentent encore une faible part de l'activité des acteurs financiers :

- 0,5 % des portefeuilles des investisseurs,
- 0,5 % du marché obligataire,
- 15% des prêts syndiqués des banques.

La mesure de ces financements pourrait progresser grâce à une définition claire des actifs verts et un traçage plus systématique de l'usage des financements.

Mais les produits et services financiers verts, obligations, fond d'investissement, prêts verts se développent rapidement.

Des banques publiques en avance

Les volumes de financements que les banques publiques consacrent à la transition bas carbone croissent continûment depuis plusieurs années.

Ils représentent en 2017 :

- 25 % des financements des banques multilatérales de développement
- 27 % des financements des banques de développement nationales et bilatérales réunies dans l'IDFC.

L'enjeu pour les banques publiques est d'accroître leur effet de levier sur les financements privés. L'effet multiplicateur des financements des banques multilatérales de développement atteint 1,4 en 2017

Parallèlement, les financements bruns restent élevés

Les travaux d'ONG montrent que les financements bancaires aux énergies fossiles extrêmes, particulièrement dommageables pour le climat et à la rationalité économique contestable, ont progressé de 11 % en 2017 après une baisse de 8 % en 2016.

Mais il n'existe pas encore de classification complète et largement admise des actifs incompatibles avec l'objectif des 2°C, représentant des risques élevés de perte de valeur

pour les acteurs financiers qui faciliterait les prises de décision dans le secteur de la finance.

Gestion des risques liés au climat : la pression croissante des superviseurs

Reconnus comme risques financiers, les risques liés au changement climatique ont de ce fait vocation à être gérés par tous les acteurs financiers qu'ils se sentent engagés ou pas en faveur du climat. Or la gestion des risques climatiques reste minoritaire.

En 2017, affirmaient prendre des mesures de gestion de leurs risques liés au changement climatique :

- 6 % des investisseurs,
- 12 % des gestionnaires d'actifs
- 49 % des banques.

Les risques liés au changement climatique restent mal connus et probablement sous-évalués. Ce sujet a vu depuis 2017 une multiplication des réflexions méthodologiques, notamment sur l'analyse de scénarios de changement climatique. Cette réflexion devrait être entretenue par l'impulsion de plus en plus pressante des superviseurs financiers.

Tableau de bord 2018 de la finance verte

SOUTIEN À LA TCFD

(Taskforce on Climate related Financial Disclosure)

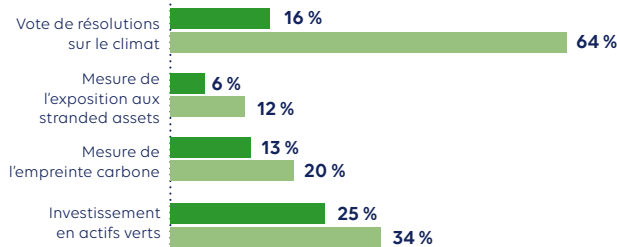
287
ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

1 INVESTISSEURS

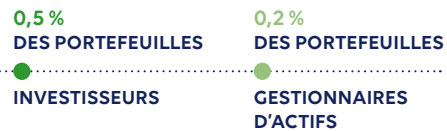
Stratégie climat



Politiques mises en œuvre

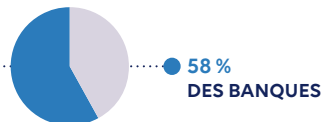


Volume d'investissement vert

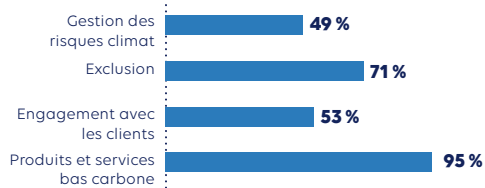


2 BANQUES

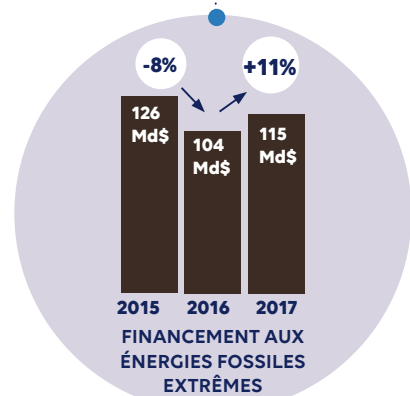
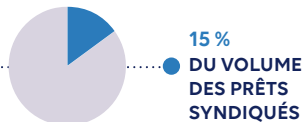
Stratégie climat



Politiques mises en œuvre

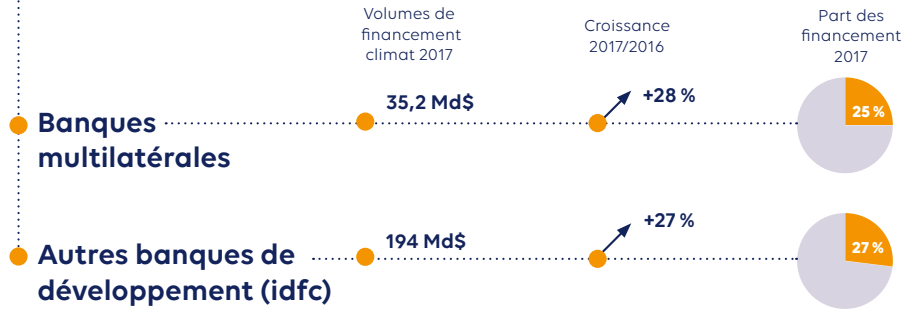


Prêts verts





3 BANQUES DE DÉVELOPPEMENT



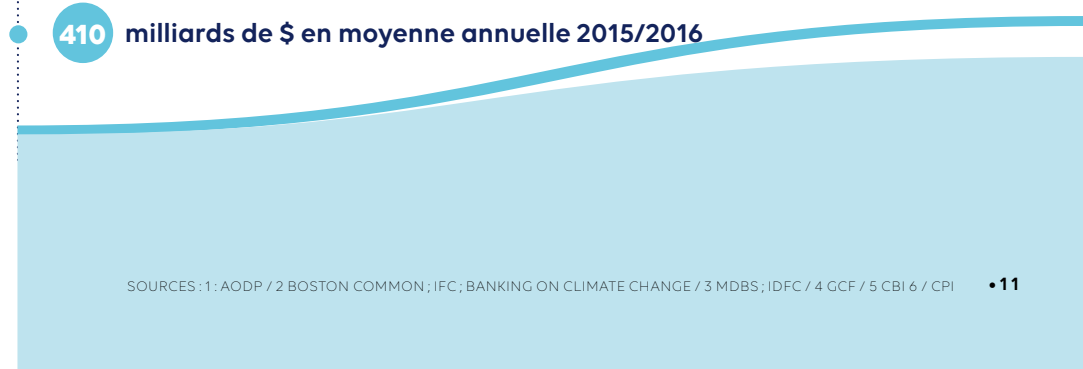
4 FONDS VERT POUR LE CLIMAT

- **4,6** milliards de \$ d'investissements directs
- **158** millions de \$ déboursés début 2018
- **93** projets approuvés en octobre 2018

5 OBLIGATIONS VERTES



6 FLUX DE FINANCEMENT EN FAVEUR DU CLIMAT



SOURCES : 1: AODP / 2 BOSTON COMMON ; IFC ; BANKING ON CLIMATE CHANGE / 3 MDBS ; IDFC / 4 GCF / 5 CBI 6 / CPI • 11

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRESENTATION DE L'ASSOCIATION CLIMATE CHANCE

L'Association Climate Chance : Depuis 2015, l'Association Climate Chance participe à la mobilisation dans la lutte contre le dérèglement climatique. Il s'agit de la seule association internationale se proposant de réunir à égalité l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par l'ONU (les 9 groupes d'acteurs : collectivités locales, entreprises, ONG, syndicats, communauté scientifique, représentants du monde agricole, de la jeunesse, des peuples autochtones et des femmes) pour faire émerger des priorités et propositions communes, et pour renforcer des dynamiques d'acteurs par la mise en relation (coalitions thématiques, sommets, portail de l'action).

Climate Chance soutient le rôle central des territoires dans l'action climatique et le lien indissociable entre l'agenda du climat et les Objectifs de Développement Durable. Les messages portés par Climate Chance dans ses documents de plaidoyer et les grands thèmes abordés dans les sommets, sont collectivement discutés avec toujours le souci de la recherche de consensus, dans un conseil d'orientation où sont invitées les structures les plus représentatives des acteurs non-étatiques, en particulier les points focaux des 9 groupes majeurs reconnus par la Convention-Cadre des Nations-Unies pour le Changement Climatique (CCNUCC).

Objectifs

Les 4 objectifs majeurs de l'Association sont :

- la réévaluation de l'action étatique à l'aune de l'action non-étatique;
- la mise en lien des acteurs non-étatiques pour contribuer à l'émergence de projets communs;
- la mise en lumière des pratiques renforçant les synergies entre développement et climat;
- la diffusion de la parole commune des acteurs non-étatiques dans les instances internationales.

Activités

Pour atteindre ces objectifs, l'association déploie les activités suivantes :

- Organisation d'événements fédérateurs
- Plaidoyer dans les instances internationales et les grands rendez-vous des agendas climat et développement
- Un observatoire de l'action climat non-étatique
- Un site web portail de l'action climatique pour faciliter l'échange des bonnes pratiques et l'accès à l'information sur le climat
- Structuration et soutien au travail de coalitions thématiques internationales

L'Observatoire : Dans le but de renforcer l'action des acteurs non-étatiques et crédibiliser les scénarios de stabilisation du climat, l'association Climate Chance a lancé un Observatoire mondial de l'action climatique non-étatique, qui se donne comme objectif d'expliquer les évolutions des émissions de gaz à effet de serre, en croisant les politiques publiques nationales, les dynamiques sectorielles, la réalisation des engagements pris et les meilleures pratiques des acteurs sur les territoires. Publié en français et en anglais, ce rapport socle procurera aux décideurs, journalistes, chercheurs, étudiants et néophytes un cadre détaillé de compréhension des grands secteurs d'émissions et un premier niveau d'information et d'analyse de l'action, en particulier dans les territoires, pour atteindre les ambitions de l'Accord de Paris sur le climat et des Objectifs de Développement Durable.

ANNEXE 2 TABLE DES MATIERES RAPPORT ANNUEL 2018 – OBSERVATOIRE CLIMATE CHANCE

CAHIER 1 – L'ACTION SECTORIELLE



Énergie

ELECTRICITÉ ET CHALEUR..... 20

FICHE SECTORIELLE.....20
La longue marche vers une énergie bas carbone

ALLEMAGNE.....36
Allemagne : un modèle en construction

CANADA.....48
Canada : le long chemin vers une décarbonation totale du mix électrique

ÉTATS-UNIS.....60
Les États-Unis : vers un leadership climatique bottom up ?

CHINE.....74
Décarboner le mix électrique chinois : un défi titanesque

KENYA.....86
Kenya : l'innovation au service d'une électrification bas carbone

PORTUGAL.....96
Une transition énergétique fulgurante contrariée par la résistance du charbon

ÉMISSIONS FUGITIVES..... 108

FICHE SECTORIELLE.....108
Les émissions fugitives : angle mort de la lutte contre le changement climatique

CAPTURE ET SÉQUESTRATION DU CARBONE..... 120

FICHE SECTORIELLE.....120
Capture et séquestration du carbone : une solution qui peine à se concrétiser



Transport

ROUTIER.....132

FICHE SECTORIELLE.....132
La « route » vers une mobilité bas-carbone

AFRIQUE DU SUD.....154
Faire du transport routier un solide pilier de la lutte contre les gaz à effet de serre

BRÉSIL.....168
Stabilisation des émissions du transport routier au pays de l'éthanol

SUÈDE.....178
Transports en Suède : La mutation du secteur automobile se précise

INDE.....194
Les politiques bas-carbone du transport routier indien et le rôle des acteurs non-étatiques

AVIATION.....206

FICHE SECTORIELLE.....206
Le transport aérien : des efforts engagés encore à l'état d'expérimentation

FERROVIAIRE.....224

FICHE SECTORIELLE.....224
Les émissions de gaz à effet de serre : un atout décisif pour le rail ?

MARITIME.....236

FICHE SECTORIELLE.....236
Les nouvelles initiatives du transport maritime international



Industries

INDUSTRIES..... 252

FICHE SECTORIELLE.....252
Réduire les émissions industrielles : un objectif stratégique et complexe



UTCATF

UTCATF.....266

FICHE SECTORIELLE.....266
Les émissions liées à l'UTCATF et la disparition des forêts : une situation toujours aussi dramatique

CÔTE D'IVOIRE.....282
La Côte d'Ivoire à la reconquête de ses forêts

PÉROU.....296
Préserver la forêt amazonienne péruvienne : un défi sociétal

FRANCE.....308
Le rôle indispensable de la biomasse et des sols en France : des actions concrètes encore en débat

CAHIER 2 – LA MOBILISATION TERRITORIALE

SECTION I. LES PROGRES DES INITIATIVES MONDIALES

Les conventions mondiales

A. CONVENTION MONDIALE DES MAIRES POUR LE CLIMAT & L'ÉNERGIE..... 16

L'initiative européenne de la Convention des Maires pour l'Énergie & le Climat

Extension et réplique de la Convention depuis 2015

La Convention Mondiale des Maires pour le Climat & l'Énergie

B. LA UNDER2 COALITION ET L'ÉVALUATION DES ACTIONS DES RÉGIONS..... 26

Historique et composition de la Under2Coalition

Actualités des projets et des programmes en 2018

L'évaluation des actions des régions

Les initiatives des réseaux de collectivités

A. ICLEI – LOCAL GOVERNMENTS FOR SUSTAINABILITY.....31

Objectifs et état des engagements en 2018

Actualités des projets et programmes

B. C40 – CITIES LEADERSHIP GROUP.....36

Objectifs et état des engagements en 2018

Les émissions des villes du C40

Actualité des programmes en 2018

C. THE NETWORK OF REGIONAL GOVERNMENTS FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT (NRG4SD) ET LE REGIONSADAPT..... 41

Historique et missions

RegionsAdapt

D. LES RÉSEAUX EUROPÉENS SPÉCIALISÉS SUR LES EN JEUX ÉNERGIE/CLIMAT..... 43

Energy Cities

Climate Alliance

Les plateformes de reporting des émissions

A. LE CARBONN® CLIMATE REGISTRY (CCR)..... 47

B. LE CDP.....48

Reporting des villes 2018

C. NON-STATE ACTOR ZONE FOR CLIMATE ACTION (NAZCA).....50

D. MÉTHODOLOGIE DES INVENTAIRES DES ÉMISSIONS DES TERRITOIRES.....52

Les scopes

Trois approches principales pour calculer les émissions d'un territoire

Méthodologies de comptabilité carbone existantes

SECTION II. DES RESULTATS TERRITORIAUX

23 cas d'étude d'analyse des progrès réalisés par les villes et régions à travers le monde via la mise en cohérence des politiques publiques.

15 villes à travers le monde

GHANA	64
ACCRA	
Vers une neutralité carbone d'ici à 2050	
CANADA	65
CALGARY	
Un plan climat intégré et multiniveau	
AFRIQUE DU SUD	66
LE CAP	
Localiser la production d'électricité	
DANEMARK	67
COPENHAGUE	
Devenir la première ville neutre en carbone	
SÉNÉGAL	68
DAKAR	
Une première étape fondée sur la mobilisation de la société civile malgré les remises en cause de la décentralisation	
ALLEMAGNE	69
FRIBOURG	
Un plan d'action à renouveler ?	
FINLANDE	70
HELSINKI	
Des progrès notables fragilisés par les besoins en chauffage	
TURQUIE	71
IZMIR	
Des progrès récompensés au niveau régional	
ESPAGNE	72
MURCIA	
Des efforts fructueux grâce à l'efficacité énergétique	
FRANCE	73
NANTES MÉTROPOLÉ	
Le réseau de chaleur renouvelable permet une chute de l'intensité carbone	
FRANCE	74
PARIS	
Un nouveau plan climat, fruit d'une vaste consultation	
EQUATEUR	75
QUITO	
La protection des écosystèmes pour réduire son empreinte carbone	

BRÉSIL	76
RECIFE	
Un plan climat ambitieux, intégrant les enjeux d'une vulnérabilité accrue et le rôle du secteur informel	
PORTUGAL	77
SEIXAL	
Sensibiliser la population à la baisse de la consommation d'énergie	
JAPON	78
TOKYO	
L'impact du système d'échange de quotas d'émissions	

8 régions à travers le monde

ALLEMAGNE	80
BADE-WURTEMBERG	
La production industrielle éloigne la région de ses objectifs 2020	
USA	81
CALIFORNIA	
Des résultats menés par la décarbonation de l'électricité	
RPC*	82
HONG KONG	
La gazéification du mix électrique	
MEXIQUE	83
JALISCO	
L'administration donne l'exemple en matière de réduction de l'empreinte carbone	
ITALIE	84
LOMBARDIE	
Un effort concentré sur l'efficacité énergétique	
BRÉSIL	85
MINAS GERAIS	
L'agriculture, un enjeu central	
FRANCE	86
NOUVELLE AQUITAINE	
Associer les acteurs et structurer des filières	
CANADA	87
QUÉBEC	
Le système de plafonnement et d'échange des droits d'émissions au cœur de la stratégie	

SECTION III. « LE TOUR DU MONDE EN 80 BONNES PRATIQUES »

Un panorama mondial des actions climat récentes pour saisir les tendances à l'œuvre dans 10 secteurs de politiques publiques territoriales.

- I. Planification et aménagement urbain
- II. Production d'énergie et chaleur
- III. Logement/ Bâtiment
- IV. Transport
- V. Forêt
- VI. Autonomie alimentaire
- VII. Adaptation
- VIII. Sensibilisation de la population
- IX. Coopération décentralisée
- X. Gestion des ressources/ Économie circulaire

CAHIER 3 – L'IMPLICATION DES ACTEURS DE LA FINANCE

Une publication en collaboration avec Finance 4 Tomorrow, sur l'évolution des flux de financements des acteurs publics et privés de la finance.

UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA FINANCE CLIMAT	
PARTIE 1	18
LES STRATÉGIES DES ACTEURS FINANCIERS	
<i>Investisseurs et gestionnaires d'actifs</i>	
<i>Banques</i>	
<i>Banques de développement</i>	
<i>Assurance</i>	
PARTIE 2	44
DES PRATIQUES DE MARCHÉ EN CROISSANCE	
<i>Le marché des green bonds</i>	
<i>Le marché des prêts verts émerge et s'organise</i>	
<i>Le regain des fonds d'investissement verts</i>	
<i>Financement de l'innovation verte : le capital investissement</i>	
<i>Les services financiers, notation et analyse à généraliser</i>	
<i>Conclusions</i>	
PARTIE 3	52
LES AUTORITÉS FINANCIÈRES	
<i>Forte croissance des régulations financières liées à l'environnement</i>	
<i>Une impulsion internationale</i>	
<i>Deux approches systémiques : la Chine et l'Europe</i>	
<i>La supervision des risques liés au changement climatique</i>	
CONCLUSION	58
QUELS LEVIERS POUR L'AVENIR ?	
ANNEXE	61
(À VENIR COURANT NOVEMBRE 2018)	